

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 août 2009



Sommaire

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Rapport Semestriel d'activité

1. Environnement et faits marquants
2. Analyse de l'activité et du compte de résultat consolidé semestriel
3. Analyse du bilan consolidé
4. Perspectives d'avenir / Principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir
5. Evènements survenus depuis la clôture
6. Chiffre d'affaires et résultats de la société mère Orchestra – Kazibao SA
7. Principales transactions avec les parties liées

Comptes consolidés condensés semestriels

A. Comptes consolidés

1. Compte de résultat consolidé
2. Etat du résultat global du Groupe
3. Etat de la situation financière du Groupe
4. Tableau de flux de trésorerie consolidé
5. Variation des capitaux propres consolidés
6. Notes aux états financiers consolidés

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Orchestra-Kazibao et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation ; et que le rapport financier semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Pierre Mestre

Thierry Gosselin

Président Directeur Général

Directeur financier

Rapport Semestriel d'activité

1 - ENVIRONNEMENT ET FAITS MARQUANTS

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'établit à 65,4 millions d'euros pour le premier semestre clos le 31 août 2009 de l'exercice 2009/2010, soit une progression de 2,7 % par rapport au chiffre d'affaires consolidé du premier semestre de l'exercice 2008/2009.

Au 31 août 2009 le groupe compte 425 points de vente à l'enseigne Orchestra (dont 219 en France), soit une hausse de 15 unités (dont 8 en franchises) par rapport au 28 février 2009.

2 - ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL CONDENSE

RESULTATS CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

Activité en France

Le chiffre d'affaires France progresse de 12,9% à 44,0 millions d'euros par rapport au premier semestre 2008/2009, la progression dans les succursales est de 14,8% et dans le réseau en franchise/multimarque de +22,6%.

Le parc magasins a progressé de 17 unités dont 13 en franchises et 4 en succursales, pour atteindre 219 points de vente au 31 août 2009.

Activité à l'international

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé à l'international s'élève à 21,4 millions d'euros et représente 32,7% % du chiffre d'affaires consolidé du semestre. Il est en baisse de -13,3%.
Le réseau international compte 206 magasins à l'enseigne.

Le parc magasin a, au cours du premier semestre, évolué comme suit :

- sur l'Espagne, 4 magasins franchisés ont été transformés en succursales.

Résultat du groupe consolidé au 31 août 2009

Le résultat net part du groupe est déficitaire (- 1 397 milliers d'euros) contre une perte de - 8 milliers d'euros au 31 août 2008. Cette dégradation du résultat est due, pour l'essentiel, aux pertes d'exploitation liées au lancement de la filiale Club@Cost. A iso périmètre, le résultat du groupe est un profit de 300 milliers d'euros.

Le résultat opérationnel courant est déficitaire de 636 milliers d'euros contre un bénéfice de 2455 milliers d'euros au 31 août 2008.

Le résultat opérationnel est déficitaire de 1018 milliers d'euros contre un bénéfice de 2 483 milliers d'euros au 31 août 2008.

Retraité de la filiale Club@Cost, les principaux agrégats ressortent ainsi :

Comptes semestriels retraités (activité Club@Cost exclue) (5) IFRS, en M€	Premier semestre 2009-2010 ⁽¹⁾	Premier semestre 2008-2009 ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	65,2	63,7
Marge brute (3) <i>En % du chiffre d'affaires</i>	32,7 50,2%	32,4 50,8%
Excédent Brut d'Exploitation (4) <i>En % du chiffre d'affaires</i>	6,0 9,2%	7,5 11,8%
Résultat Opérationnel Courant <i>En % du chiffre d'affaires</i>	1,1 1,7%	2,5 3,9%
Coût financier net	(0,9)	(1,6)
Autres charges et produits financiers	(0,2)	(1,1)
Résultat net part du Groupe <i>En % du chiffre d'affaires</i>	0,3 0,4%	(0,01) 0%

⁽¹⁾ Période du 1^{er} mars au 31 août 2009 / ⁽²⁾ Période du 1^{er} mars au 31 août 2008

⁽³⁾ Chiffre d'affaires diminué des achats consommés

⁽⁴⁾ Résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et aux provisions

⁽⁵⁾ Avant effet d'impôt lié à l'intégration fiscale de Club@Cost

Autres éléments du compte de résultat

Le coût financier net est de 896 milliers d'euros au 31 août 2009, dont 1 103 milliers d'euros de coût de l'endettement financier brut, en nette baisse par rapport au premier semestre 2008/2009.

Par ailleurs, le résultat de la période est défavorablement impacté par une charge financière de 1,4 millions d'euros relative au dollar (valorisation à la juste valeur des instruments de couverture de change conformément à la norme IAS 32 et écarts de conversions). Cette charge était de 1 million d'euros au 31 août 2008.

Le résultat net de l'ensemble consolidé est une perte de 1 483 milliers d'euros compte tenu d'un produit d'impôt de 734 milliers d'euros. La part des minoritaires est une perte de 86 milliers d'euros, soit un résultat net part du groupe de – 1 397 milliers d'euros.

3- ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE CONDENSE

Le stock (net de provisions) au 31 août 2009 s'établit à 50,8 millions d'euros, en hausse de 18,9% par rapport au 31 août 2008, alors que l'activité a progressé de 2,4% sur la même période.

Les capitaux propres consolidés du groupe au 31 août 2009 s'établissent à 49 486 milliers d'euros et représentent 26 % du total bilan.

Les dettes financières – qui incluent les dettes sur crédit bail – et la trésorerie positive s'élèvent respectivement à 96,9 millions d'euros et à 15,5 millions d'euros. L'endettement net s'établit ainsi à 81,4 millions d'euros, en progression de 16,4 millions depuis le 28 février 2009.

4 - PERSPECTIVES D'AVENIR, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

4.1 PERSPECTIVES D'AVENIR

Le Groupe, qui compte tenu du contexte défavorable a bien résisté sur le premier semestre, projette, sur le deuxième semestre, de continuer son développement en France, dans les zones de périphérie, au format « Grand ORCHESTRA » tant en succursale qu'en franchise. Ce modèle a prouvé autant sa performance que sa bonne résistance.

Les objectifs du Groupe sont d'accroître la rentabilité, de réduire l'endettement et de rester très vigilant sur les investissements et la gestion des actifs circulants (clients et stocks).

La société n'a pas connaissance à ce jour de nouveaux risques et incertitudes autres que le contexte particulier auquel est confrontée l'économie mondiale.

4.2 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques relatifs aux clients, aux fournisseurs, aux changes, aux taux et à la concurrence tels qu'ils sont expliqués dans le rapport de gestion de l'exercice clos le 28 février 2009 n'ont pas évolué défavorablement au cours du premier semestre de l'exercice 2009/2010.

La seule incertitude est celle relative au contexte exceptionnel auquel est confrontée l'économie mondiale.

Le contrat de crédit syndiqué, d'un montant maximum de 114 M€, signé le 18 juillet 2008 auprès des 10 banques historiques du Groupe prévoit le respect de covenants. Les comptes arrêtés au 28 février 2009 ne permettaient pas le respect de ces covenants. De ce fait, en application de la norme IAS 1.74, le Groupe avait reclassé au 28 février 2009 en Dettes Financières Courantes l'ensemble des dettes financières liées au contrat de syndication signé le 18 juillet 2008, les covenants fixés contractuellement n'étant pas respectés à la dernière clôture.

Le non respect des covenants initiaux a engendré une demande de waiver de report d'échéance au 30 novembre 2009, acceptée par courrier électronique à ce jour par la majorité des établissements bancaires. La négociation d'un avenant au contrat de syndication est actuellement en cours, afin d'aménager l'ensemble des conditions bancaires du crédit syndiqué. Les deux principales banques partenaires (agents de la syndication) ont proposé un avenant au contrat fin octobre 2009, cet avenant a été accepté par le groupe et doit maintenant être présenté aux autres partenaires de la syndication pour leur approbation. Le groupe ne dispose pas d'information qui conduirait à considérer qu'un accord de l'ensemble des banques partenaires ne puisse être obtenu dans un délai raisonnable.

Au 31 août 2009 le Groupe a donc maintenu le classement en Dettes Financières Courantes l'ensemble des dettes financières liées au contrat de syndication cité précédemment.

5 – EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE

Il n'y a pas eu d'événements majeurs survenus depuis la clôture.

6 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTATS DE LA SOCIETE MERE ORCHESTRA KAZIBAO

La société Orchestra Kazibao SA a réalisé, pour la période allant du 1^{er} mars 2009 au 31 août 2009, un chiffre d'affaires de 60 959 milliers d'euros et un résultat net de 1 439 milliers d'euros.

7 – PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans les notes annexes.

Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture, ou qui ont été au cours de l'exercice clos, membres du conseil d'administration du groupe.

	en milliers d'euros	
	31/08/2009	31/08/2008
Rémunération brute totale (1)	1 099	1 029
Avantage postérieurs à l'emploi (2)	-	-
Indemnité de départ ou de fin de contrat (3)	-	-
Autres avantages long terme (4)	-	-
Paiement en actions (5)	100	44
	1 199	1 274

(1) Rémunération, primes, indemnités, jetons de présence et avantages en nature payés au cours de l'exercice.

(2) Variation des provisions pour retraites (impact net sur le compte de résultat)

(3) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour indemnités de départ ou de fin de contrat.

(4) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des provisions pour rémunérations et bonus conditionnels différés.

(5) Charge enregistrée au compte de résultat au titre des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions du Groupe.

Comptes consolidés condensés semestriels

A. COMPTES CONSOLIDES CONDENSES SEMESTRIELS

1. Compte de résultat consolidé

		en milliers d'euros	
	Notes	31/08/2009	31/08/2008
Produits d'exploitation		65 524	63 681
Produit des activités ordinaires	7.	65 414	63 666
Autres produits		110	15
Charges d'exploitation		66 160	61 226
Achats consommés		31 006	31 304
Charges externes		15 939	13 665
Impôts et taxes		1 589	1 316
Charges de personnel		11 205	9 789
Dotations aux amortissements		6 141	4 886
Dotations aux provisions		(115)	167
Autres charges		395	99
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(636)	2 455
Autres produits et charges opérationnels	8.	(382)	28
RESULTAT OPERATIONNEL		(1 018)	2 483
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		207	174
Coût de l'endettement financier brut		(1 103)	(1 747)
Coût financier net	9.	(896)	(1 573)
Autres charges et produits financiers	9.	(440)	(1 065)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		137	75
Charge d'impôt	10.	734	72
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(1 483)	(8)
Part du Groupe		(1 397)	(8)
Part revenant aux intérêts minoritaires		(86)	-

2. Etat du résultat global du Groupe

	en milliers d'euros	
	31/08/2009	31/08/2008
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(1 483)	(8)
Impact des variations liées au stock option	100	44
Impact variation des instruments financier	- 634	3 059
Variation des impôts différés sur instruments financiers	212	- 1 019
Résultat global Total	(1 805)	2 076

3. Etat de la situation financière du Groupe

ACTIF		en milliers d'euros			
		31/08/2009		28/02/2009	
	Notes	Valeurs brutes	Amortiss. & provis.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF NON COURANT		120 575	33 367	87 208	79 346
Goodwill	3.1	6 085	10	6 075	5 236
Immobilisations incorporelles	3.2	53 082	13 951	39 131	38 944
Immobilisations corporelles	3.3	52 872	19 241	33 631	28 455
Actifs financiers	3.4	4 289	165	4 124	3 399
Actifs d'impôts différés	10.	4 247	-	4 247	3 312
ACTIF COURANT		106 126	1 769	104 357	93 435
Stocks et en-cours	5.	51 009	219	50 790	42 404
Créances clients		26 306	1 550	24 756	27 567
Autres créances d'exploitation		13 287		13 287	12 740
Instruments dérivés de change				-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.	15 524		15 524	10 724
TOTAL ACTIF		226 701	35 136	191 565	172 781

PASSIF	en milliers d'euros	
	31/08/2009	28/02/2009
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	49 486	51 659
Capital	11.	23 150
Réserves consolidées		27 733
Résultat de l'exercice		(1 397)
<i>Réserves minoritaires</i>		(9)
<i>Résultat minoritaire</i>		(86)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	49 391	51 650
PASSIFS NON COURANTS	10 828	8 609
Provisions non courantes	4.2	36
Passifs d'impôts non courant différés	10.	5 047
Passifs financiers long terme	6.2	5 745
PASSIFS COURANTS	131 346	112 522
Passifs financiers court terme	6.2	91 154
Provisions courantes	4.1	164
Instruments financiers dérivés de change		2 102
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		23 828
Dettes fiscales et sociales		7 492
Autres créiteurs		6 606
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	191 565	172 781

4. Tableau des flux de trésorerie consolidé

	en milliers d'euros		
	31/08/2009	31/08/2008	28/02/2009
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	(1 483)	(8)	3 357
Amortissements et provisions	6 026	5 052	8 961
Elimination des plus ou moins values de cession	(186)	(191)	8
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(137)	(75)	(59)
Coût de l'endettement financier net	896	1 573	2 949
Impact des variations de dérivés	2 162	108	(1 451)
Charges d'impôt exigible	(751)	221	(1 318)
Charges d'impôt versés	17	713	1 800
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et impôt	6 544	7 393	14 247
Impôts versés	(17)	(713)	(1 800)
Variation du BFR lié à l'activité	(8 168)	(7 887)	5 587
Variation de stock	8 206	2 835	(3 165)
Variation des clients	(2 723)	(8 775)	(7 198)
Variation des fournisseurs	4 580	1 996	(1 834)
Variations des autres créances et autres dettes	(1 895)	(3 943)	6 610
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(1 641)	(1 207)	18 034
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations	(14 279)	(9 402)	(21 577)
Encaissement liés aux cessions des immobilisations	2 034	1 076	4 323
Incidence des variations de périmètre et taux de change	(3 702)		5 617
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENTS	(15 947)	(8 326)	(11 637)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital en numéraire			
Variation de l'auto-contrôle	-	(1 334)	(2 853)
Nouveaux emprunts et concours bancaires	38 852	45 013	39 231
Depôt et cautionnement reçu	140	286	472
Credit bail	1 893	(100)	(203)
Autres financement nets	(3 389)	(12 148)	(25 085)
impact variations de dérivés	2 017	(1 668)	(2 560)
Remboursement d'emprunts		(7 304)	(7 408)
Intérêts financiers nets versés	(896)	(1 573)	(2 949)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	(1 140)	(1 140)
Incidence de la variation des taux de change	54	60	157
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	38 671	20 092	(2 338)
Variation de la trésorerie			
Flux de trésorerie liés à l'activité	(1 641)	(1 207)	18 034
Flux de trésorerie liés aux investissements	(15 947)	(8 326)	(11 637)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	38 671	20 092	(2 338)
VARIATION DE LA TRESORERIE	21 083	10 559	4 059
Trésorerie à l'ouverture	(6 864)	(10 923)	(10 923)
Trésorerie à la clôture	14 219	(364)	(6 864)
VARIATION DE LA TRESORERIE	21 083	10 559	4 059
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 524	2 551	10 724
Découverts bancaires	(1 305)	(2 915)	(17 588)
Trésorerie à la clôture	14 219	(364)	(6 864)

5. Etat des variations des capitaux propres du Groupe

	en milliers d'euros					
	Capital	Primes	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total
Capitaux propres au 29 février 2008	23 100	25 255	(1 851)	5 765	(730)	51 539
Impact du retraitement au 29 février 2008			(821)		61	(760)
Capitaux propres au 29 février 2008 RETRAITE	23 100	25 255	(2 672)	5 765	(669)	50 779
Affectation du résultat de l'exercice au 29 février 2008			5 765	(5 765)		-
Distribution de dividende			(1 140)			(1 140)
Variation de l'auto-contrôle			(1 334)			(1 334)
Variation sur stock-option			44			44
Variation des instruments financiers			3 059			3 059
Variation des impôts différés sur instruments financiers			(1 019)			(1 019)
Variation de périmètre			4			4
Variation des écarts de conversion					68	68
Résultat au 31 août 2008				(8)		(8)
Capitaux propres au 31 août 2008	23 100	25 255	2 707	(8)	(601)	50 453
Impact taux de change du retraitement au 29 février 2008			(278)			(278)
Affectation du résultat de l'exercice au 31 août 2008				8		8
Distribution de dividende						-
Variation de l'auto-contrôle			(1 519)			(1 519)
Augmentation de capital	50					50
Variation sur stock-option			86			86
Variation des instruments financiers			(1 277)			(1 277)
Variation des impôts différés sur instruments financiers			425			425
Variation de périmètre			(106)			(106)
Variation des écarts de conversion			(142)		593	451
Résultat au 28 février 2009				3 357		3 357
Capitaux propres au 28 février 2009	23 150	25 255	(104)	3 357	(8)	51 650
Intérêts minoritaires			(34)	25		(9)
Capitaux propres Part du Groupe au 28 février 2009	23 150	25 255	(70)	3 332	(8)	51 659
Affectation du résultat de l'exercice 2008			3 332	(3 332)		-
Distribution de dividende						-
Variation de l'auto-contrôle						-
Augmentation de capital						-
Variation sur stock-option			100			100
Variation des instruments financiers			(634)			(634)
Variation des impôts différés sur instruments financiers			212			212
Variation de périmètre			23		2	25
Variation des écarts de conversion					(479)	(479)
Résultat au 31 août 2009				(1 397)		(1 397)
Capitaux propres Part du Groupe au 31 août 2009	23 150	25 255	2 963	(1 397)	(485)	49 486
Intérêts minoritaires			(9)	(86)		(95)
Capitaux propres au 31 août 2009	23 150	25 255	2 954	(1 483)	(485)	49 391

La Direction estime que les capitaux propres économiques du Groupe s'élèvent à 49 908 milliers d'euros. Ils sont calculés à partir des capitaux propres consolidés au 31 août 2009 desquels il est retranché l'impact de la variation des instruments financiers net des impôts différés.

C'est sur cette base qu'est calculé le covenant « ratio d'endettement consolidé »

Les principaux impacts en capitaux propres sur la période sont les suivants :

- Augmentation de capital (note 11)
- Retraitement de la juste valeur des instruments de couverture (note 9)
- Retraitement des Stock options.

B. NOTES ANNEXES

NOTE 1 – MODALITE D'ELABORATION

Préambule

Le contrat de crédit syndiqué, d'un montant maximum de 114 M€, signé le 18 juillet 2008 auprès des 10 banques historiques du Groupe prévoit le respect de covenants. Les comptes arrêtés au 28 février 2009 ne permettaient pas le respect de ces covenants. De ce fait, en application de la norme IAS 1.74, le Groupe avait reclassé au 28 février 2009 en Dettes Financières Courantes l'ensemble des dettes financières liées au contrat de syndication signé le 18 juillet 2008, les covenants fixés contractuellement n'étant pas respectés à la dernière clôture.

Le non respect des covenants initiaux a engendré une demande de waiver de report d'échéance au 30 novembre 2009, acceptée par courrier électronique à ce jour par la majorité des établissements bancaires. La négociation d'un avenant au contrat de syndication est actuellement en cours, afin d'aménager l'ensemble des conditions bancaires du crédit syndiqué. Les deux principales banques partenaires (agents de la syndication) ont proposé un avenant au contrat fin octobre 2009, cet avenant a été accepté par le groupe et doit maintenant être présenté aux autres partenaires de la syndication pour leur approbation. Le groupe ne dispose pas d'information qui conduirait à considérer qu'un accord de l'ensemble des banques partenaires ne puisse être obtenu dans un délai raisonnable.

Au 31 août 2009 le Groupe a donc maintenu le classement en Dettes Financières Courantes l'ensemble des dettes financières liées au contrat de syndication cité précédemment.

Déclaration de conformité

Les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe Orchestra au 31 août 2009 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, norme du référentiel IFRS « International Financial Reporting Standards » tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels et doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 28 février 2009.

Hypothèses clés et appréciations

Les principes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes semestriels consolidés condensés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 28 février 2009, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er mars 2009.

En effet, les textes suivants ont été adoptés par l'Union Européenne et sont d'application obligatoire au 1er janvier 2009 :

- la norme IAS 1 version révisée « Présentation des états financiers » : cette norme impose, en complément du compte de résultat, la publication d'un « Etat du résultat net et des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres ». Cet état détaille les résultats latents reconnus en capitaux propres, tels que les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, des instruments de couverture et les différences de conversion. Précédemment, cette information figurait dans le tableau de variation des capitaux propres ;
- la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » : cette norme qui remplace IAS 14 impose de présenter l'information sectorielle selon une ventilation par secteurs opérationnels tels qu'ils sont régulièrement examinés par la Direction. Il n'y a pas d'évolution par rapport à l'information sectorielle antérieurement présentée;
- l'amendement à la norme IFRS 2 « Conditions d'acquisition des droits et annulations » ;
- l'interprétation IFRIC 13 intitulée « Programme de fidélisation de la clientèle » ; le produit des cartes de fidélité est étalé sur la durée du service rendu. L'évaluation du chiffre d'affaires tient également compte des points de fidélité non consommés à la clôture et de la probabilité de leur utilisation.

Les normes et interprétations suivantes également adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 sont sans impact sur les états financiers du Groupe au 31 août 2009 :

- la norme IAS 23 révisée « Coûts d'emprunts » qui supprime l'option permettant de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié et impose leur capitalisation dans les coûts de l'actif,
- l'amendement IFRS 1 – IAS 27 « Coût d'un investissement dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée » ;
- l'amendement IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations (règlement CE n°1261/2008 du 16 décembre 2008) ;
- l'interprétation IFRIC 11 intitulée « IFRS 2 - Actions propres et transactions intra-Groupe » : interprétation relative au traitement à retenir dans les états financiers individuels au titre des options accordées au sein d'un Groupe et aux actions propres acquises en couverture de ces plans d'options (règlement CE n°611/2007 du 1^{er} juin 2007) ;
- l'interprétation IFRIC 14 « IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction » ;
- les amendements à IAS 32 et IAS 1 intitulés « Instruments financiers remboursables par anticipation à la juste valeur et obligations liées à la liquidation » ;
- Amélioration des IFRS : amendements apportés aux normes IAS 1, IAS 8, IAS 10, IAS 16, IAS 19, IAS 20, IAS 23, IAS 27, IAS 28, IAS 29, IAS 31, IAS 34, IAS 36, IAS 38, IAS 39, IAS 40, IAS 41, IAS 7, IFRS 7, IAS 32 (règlement CE n°70/2009 du 23 janvier 2009).

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes adoptées par l'Union européenne sur le premier semestre et dont l'application n'est pas obligatoire en 2009 :

- IAS 27 « Etats financiers consolidés » et IFRS 3 « regroupements d'entreprises » révisées : ces textes adoptés par l'Union Européenne le 12 juin 2009 s'appliqueront aux regroupements d'entreprises qui auront lieu à compter des exercices ouverts à partir du 1er juillet 2009, soit pour le Groupe, à compter du 28 février 2010.
- IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger » adoptée par l'Union Européenne le 5 juin 2009.

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union européenne sur le deuxième semestre 2009 ou en 2010 :

- IFRS 1 « Première application des normes IFRS » version révisée ;
- IFRS 7 « Amélioration des informations financières sur les instruments financiers » ;
- IFRIC 15 « Accord pour la construction d'un bien immobilier » ;
- IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires à des propriétaires » ;
- IFRIC 18 « Comptabilisation des actifs reçus des clients » ;
- les différents amendements à la norme IAS 39 : « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation Eléments couverts éligibles » et « reclassement d'actifs financiers – date d'application et transition » ;
- les amendements à IFRIC 9 et IAS 39 sur les dérivés incorporés.

L'impact potentiel de ces textes est en cours d'évaluation par le Groupe.

Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

La préparation des états financiers semestriels consolidés condensés, en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire – nécessite de la part de la Direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges figurant dans les états financiers consolidés semestriels condensés ainsi que sur les informations figurant en notes annexes aux états financiers consolidés semestriels condensés.

Ces estimations et hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité de l'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement, de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements d'estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Les estimations et hypothèses retenues servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Conformément à la norme IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, l'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement si celui-ci n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Ces estimations s'inscrivent dans le contexte de crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision.

Les principaux postes des états financiers consolidés sur lesquels portent ces jugements, estimations et hypothèses sont les suivants :

- le montant des dépréciations des créances clients,
- la valorisation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels acquis ainsi que celle de leur durée de vie estimée,
- l'exécution des tests de perte de valeur des goodwill, des autres actifs incorporels, des actifs corporels et des participations dans les sociétés mises en équivalence dans un contexte économique particulièrement difficile et incertain quant à son évolution,
- la valorisation des écarts d'acquisition, des actifs incorporels acquis ainsi que celle de leur durée de vie estimée,
- le montant des engagements de retraite,
- le montant des provisions pour litiges,
- les charges liées aux options d'achat d'actions.

Changement du périmètre de consolidation

Les acquisitions et cessions de titres de participation au cours de la période n'ont pas entraîné d'effet significatif sur les états financiers consolidés et intermédiaires.

Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe comprises dans le périmètre de consolidation.

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date ou sur la base d'une situation décalée de plus ou moins de trois mois par rapport à la date de consolidation et ajustés en conséquence des événements significatifs intervenus au cours de la période intercalaire ou postérieure à la date de consolidation.

Saisonnalité

Traditionnellement le premier semestre présente une marge brute en valeur et en pourcentage plus faible que le deuxième semestre du fait de la saisonnalité du chiffre d'affaires Été / Hiver.

Arrêtés des comptes

Les comptes semestriels 2009/2010 et le rapport financier semestriel 2009/2010 ont été arrêtés et validés par le Conseil d'Administration du 30 octobre 2009.

NOTE 2 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 AOUT 2009

2.1 Sociétés du groupe

Les sociétés suivantes sont incluses dans le périmètre de consolidation :

Nom de la société consolidée	Siège	% de contrôle	Secteur d'activité
Orchestra Kazibao 398 471 565	Montpellier France	Société consolidante	Distribution de vêtements pour enfants
Vêtements Orchestra Canada Inc	Montréal Canada	100 %	Conception, animation d'un site internet dédié aux enfants et aux adolescents
Orchestra Printandes Infantiles	Barcelone Espagne	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Orchestra Belgium BVBA	Bruxelles Belgique	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Orchestra Switzerland S.A.	Genève Suisse	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Orchestra Asia Ltd	Kowloon Hong Kong	99,99%	Distribution de vêtements pour enfants
Dalmiel Inc.	Montréal Canada	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Horizon 21	Montpellier France	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Horizon 21 79	Montpellier France	100 %	Distribution de vêtements pour enfants
Club@Cost	Montpellier France	95 %	Distribution de vêtements pour enfants et adultes
SCI JVM	Montpellier France	100 %	Société immobilière
Shanghai World Fashion	Kwai Chung Hong Kong	49.99%	Distribution de vêtements pour enfants

La filiale allemande Kazibao GmbH, créée en septembre 2000 et mise en sommeil en décembre 2000, n'est pas consolidée. Les titres et les comptes courants sont provisionnés à 100%.

En 2005, Orchestra Kazibao a réalisé une prise de participation à hauteur de 50% dans la société POFRA ; cette société n'étant pas significative, elle n'est pas consolidée au 31 août 2009, comme au 28 février 2009.

La filiale Orchestra Italia SRL, créée en avril 2007 a pour but de développer l'activité du Groupe en Italie. Son capital social s'élève à 10 000 €, entièrement souscrit et libéré par la société Orchestra Kazibao, qui en est l'associée unique. Cette société n'étant pas significative, elle n'est pas consolidée au 31 août 2009 comme au 28 février 2009.

La filiale Kazibao Ltée, créée en 2009, détenue à 79% par Orchestra, est un bureau d'achats du Groupe pour tout le sourcing réalisé à l'île Maurice et à Madagascar. Les flux financiers de cette société n'étant pas significatifs, elle n'est pas consolidée au 31 août 2009 comme au 28 février 2009.

La filiale Club@Cost Ltée, créée en 2009, détenue à 100% par Orchestra, est destinée à porter à son actif les bureaux qui hébergent l'activité de bureau d'achats réalisée par Kazibao Ltée. Les flux financiers de cette société n'étant pas significatifs, elle n'est pas consolidée au 31 août 2009.

2.2 Variation du périmètre de consolidation

Les variations de périmètre intervenues entre le 28 février 2009 et le 31 août 2009 sont les suivantes :

Réintégration de la SCI JVM, suite à la régularisation de la vente : la filiale est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés semestriels au 31 août 2009.

Le Groupe ORCHESTRA n'a pas établi de comptes pro forma au 31 août 2009 car l'évolution du périmètre de consolidation n'est pas significative.

NOTE 3 – ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

3.1 Goodwill

Valeurs Nettes	28/02/2009	acquisitions	impact de change	affectation	cession	31/08/2009
Canada	170					170
Suisse	2 919		(63)			2856
Belgique	695					695
Pollux / Basse Goulaine	105					105
SCI JVM	0	902				902
ClubAtCost	659					659
Horizon 21	358					358
Horizon 21 79	330					330
Clôture	5 236	902	-63	0	0	6 075

Le Groupe a jusqu'au 28 février 2010 pour affecter le goodwill des sociétés Horizon 21, Horizon 2179 et Club@Cost.

Il n'y a pas d'actifs non courants détenus en vue de la vente ou inclus dans un Groupe classé comme détenant en vue de la vente selon les critères d'IFRS 5.

Aucune perte de valeur n'a été identifiée sur le premier semestre 2009.

3.2 Immobilisations incorporelles

en milliers d'euros								
Valeurs Brutes	28/02/2009	Augmentations		Diminutions		Transfert	Autres	31/08/2009
		acquisitions	entrée de périmètre	cession	sortie de périmètre		(dont impact change)	
Frais de développement	13 535	2 366				582	81	16 564
Concessions, brevets, marques	10 483	768		(10)			-	11 241
Fonds commercial et droit au bail	23 942	708		(227)			(43)	24 380
Autres immobilisations incorporelles	184							184
Immob. Incorporelles en cours	1 295					(582)		713
TOTAL	49 439	3 842	-	(237)	-	-	38	53 082

en milliers d'euros					
Amortissement	28/02/2009	Augmentations	Diminutions	Autres	31/08/2009
Frais de développement	9 621	2 920		99	12 640
Concessions, brevets, marques	812	289		-	1 101
Fonds commercial et droit au bail	62	-		-	62
Autres immobilisations incorporelles	-	148		-	148
TOTAL	10 495	3 357	-	99	13 951

en milliers d'euros		
Valeurs Nettes	28/02/2009	31/08/2009
Frais de développement	3 914	3 924
Concessions, brevets, marques	9 672	10 140
Fonds commercial et droit au bail	23 879	24 318
Autres immobilisations incorporelles	184	36
Immob. Incorporelles en cours	1 295	713
TOTAL	38 944	39 131

Les acquisitions de l'exercice se composent essentiellement des frais de collection ainsi que les droits au bail des nouveaux magasins espagnols et français.

Il n'y a pas d'actifs non courants détenus en vue de la vente ou inclus dans un Groupe classé comme détenu en vue de la vente selon les critères d'IFRS 5.

La valeur recouvrable des goodwill, fonds de commerce et droits au bail est estimée annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent que le goodwill, le fonds de commerce ou le droit au bail peut s'être déprécié ou dès qu'il existe un indice que ces actifs ont subi une perte de valeur.

La juste valeur, diminuée des coûts de la vente, des droits au bail est estimée à partir d'évaluations réalisées par des experts immobiliers indépendants, d'offres d'achat et de vente faites par des tiers ou de transactions similaires, réalisées dans des conditions de concurrence normale. La valeur d'utilité est égale à la valeur actualisée (à un taux d'actualisation après impôt) des flux de trésorerie futurs après impôts estimés.

Aucune perte de valeur ni reprise de perte de valeurs n'a été constatée sur le premier semestre 2009 car le Groupe n'a identifié aucun événement ou circonstance indiquant qu'une réduction de valeur durable est susceptible d'être intervenue (conformément aux dispositions de la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs).

3.3 Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	28/02/2009	en milliers d'euros				31/08/2009	
		Augmentations		Diminutions			Autres (dont impact change)
		acquisitions	entrée de périmètre	cession	sortie de périmètre		
Valeurs Brutes	46 836	5 833	2 800	(2 530)	(67)	52 872	
Amortissement	18 381	2 743	348	(2 209)	(22)	19 241	
Valeurs Nettes	28 455	3 090	2 452	(321)	(45)	33 631	

Les acquisitions de succursales au cours du semestre se décomposent entre 5 ouvertures de nouveaux magasins en France et 4 reprises de partenaires en Espagne.

Les cessions concernent un seul point de vente (succursale cédée à un partenaire) ainsi que des mises au rebut.

3.4 Immobilisations financières

Immobilisations financières	28/02/2009	en milliers d'euros				31/08/2009	
		Augmentations		Diminutions			Autres (dont impact change)
		acquisitions	entrée de périmètre	cession	sortie de périmètre		
Participations	130					130	
Autres titres immobilisés	16					16	
Créances rattachées à des participations	359	676				1 035	
Titres mis en équivalence	171				109	280	
Autres immobilisations financières	2 888	628		(682)	(6)	2 828	
TOTAL	3 564	1 304	-	(682)	-	4 289	

Dépréciations	28/02/2009	en milliers d'euros				31/08/2009	
		Augmentations		Diminutions			Autres (dont impact change)
		acquisitions	entrée de périmètre	cession	sortie de périmètre		
Participations	29					29	
Autres titres immobilisés	-					-	
Créances rattachées à des participations	136					136	
Titres mis en équivalence	-					-	
Autres immobilisations financières	-					-	
TOTAL	165	-	-	-	-	165	

Valeurs Nettes	29/02/2008	en milliers d'euros				31/08/2009	
		Augmentations		Diminutions			Autres (dont impact change)
		acquisitions	entrée de périmètre	cession	sortie de périmètre		
Participations	101	-	-	-	-	101	
Autres titres immobilisés	16	-	-	-	-	16	
Créances rattachées à des participations	223	676	-	-	-	899	
Titres mis en équivalence	171	-	-	-	109	280	
Autres immobilisations financières	2 888	628	-	(682)	(6)	2 828	
TOTAL	3 399	1 304	-	(682)	103	4 124	

La variation des créances rattachées à des participations correspond essentiellement aux créances envers les sociétés non consolidées (Kazibao Ltée).

La variation des autres immobilisations financières correspond à la variation des dépôts et cautionnement versés sur la période.

NOTE 4 – ETAT DES PROVISIONS

4.1 Provisions courantes

Provisions courantes	28/02/2009	Dotation	en milliers d'euros		31/08/2009
			Reprise		
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions pour litiges	187		23		164
TOTAL	187	-	23	-	164

Ces provisions sont notamment constituées des provisions pour litiges prud'homaux et commerciaux.

4.2 Provisions non courantes

Provisions non courantes	28/02/2009	Dotation	en milliers d'euros		31/08/2009
			Reprise		
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Autres provisions pour risques	-				-
Provisions pour impôt	-				-
Provision pour retraite	36				36
Autres provisions pour charges	-				-
TOTAL	36	-	-	-	36

Le montant des provisions non courantes est constitué uniquement de la provision retraite.

4.3 Passifs éventuels

Le contrôle fiscal relatif aux exercices 2001-2002-2003 a fait l'objet d'une proposition de rectification en date du 15 décembre 2004.

L'essentiel des redressements envisagés porte sur les déficits ordinaires et les ARD de 2001 pour les montants respectifs de 3 391 milliers d'euros et 53 milliers d'euros.

Les redressements envisagés sont contestés et pour le Groupe, il apparaît peu probable que ces redressements soient maintenus. En conséquence aucune provision relative à ces redressements n'a été enregistrée dans les comptes au 31 août 2009.

Par ailleurs, le Groupe a quatre litiges en cours en droit des marques pour lesquels le montant total maximal demandé s'élève à 2 233 milliers d'euros. Ces litiges ne sont pas provisionnés dans les comptes au 31 août 2009 car il apparaît peu probable que la société soit condamnée dans le cadre de ces litiges.

Enfin, le Groupe est actuellement en procès avec l'un de ses clients export et la banque de ce dernier pour une créance impayée de 0,7 millions d'euros, assortie d'une garantie bancaire. A ce stade de la procédure, il apparaît peu probable que cette créance ne soit pas recouvrée. En conséquence, aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes au 31 août 2009.

NOTE 5 – STOCKS

Les stocks sont dépréciés, par voie de provisions, en fonction de leur valeur probable d'écoulement à la date de l'arrêt.

Les variations des provisions pour dépréciations des stocks 2009 par rapport à 2008 s'analysent comme suit :

	en milliers d'euros	
Stocks	29/02/2009	31/08/2009
Marchandises	41 127	49 693
Tissus	1 170	887
Echantillons	507	429
Montant brut	42 804	51 009
Provision pour dépréciation	399	219
Montant net	42 405	50 790

Les reprises de provisions traduisent l'amélioration des conditions économiques d'écoulement des anciennes collections.

	en milliers d'euros		
	Augmentations	Diminutions	Variation
Variation des provisions			
Marchandises		180	(180)
Tissus			
Echantillons			
TOTAL	-	180	(180)

NOTE 6 – ETAT DES DETTES FINANCIERES NETTES AU 31 AOUT 2009

6.1 Echéance des dettes financières

	en milliers d'euros	
	31/08/2009	28/02/2009
échéance à moins d'un an	91 154	72 187
échéance de 2 à 5 ans	5 745	3 498
au delà		
Total des dettes financières	96 899	75 685

Voir Note 1 relative au non respect des covenants (Préambule)

Le contrat de crédit syndiqué, d'un montant maximum de 114 M€, signé le 18 juillet 2008 auprès des 10 banques historiques du Groupe prévoit le respect de covenants. Ce contrat représente une dette financière de 68,5 M€ au 28 février 2009 contre 89,7 M€ au 31 août 2009 (incluant les tirages et facilités de caisse contractuelles).

6.2 Evolution par nature des dettes financières

	31/08/2009	28/02/2009
Dettes financières long terme terme		
Emprunts bancaires à + 1 an	0	0
Participation aux salariés	229	0
Crédit bail à + 1 an	2 267	374
Dépôts et caution reçus	2 806	2 666
Autre emprunts et dettes	443	459
	5 745	3 499
Dettes financières court terme		
Découvert bancaire	1 305	195
Mobilisation de créances	0	3 347
Emprunts bancaires à - 1 an	89 700	68 536
Avance en devises	0	0
Autres emprunts et dettes assimilés	149	109
Crédit bail à - 1 an		
	91 154	72 187
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 524	10 724
Total des dettes financières nettes	81 375	64 962

NOTE 7 – INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs Opérationnels, l'information sectorielle au 31 août 2009 est présentée et établie sur la base des données gestion interne, utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président et le Conseil d'Administration, qui forme le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Chaque secteur opérationnel représente un réseau de distribution.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne selon des indicateurs de performance commune à l'ensemble du Groupe.

La contribution de chaque secteur d'activité aux comptes du groupe au premier semestre 2009 et 2008 est détaillée ci-après :

31/08/2009					
	Succursales	Franchise	Négoce	Autres	Groupe
Chiffres d'affaires	31 162	26 793	6 808	652	65 414
Total des ventes	31 162	26 793	6 808	652	65 414
Résultats sectoriels	1 694	7 562	3 692	-13 966	-1 018
31/08/2008					
	Succursales	Franchise	Négoce	Autres	Groupe
Chiffres d'affaires	27 786	25 871	7 362	2 650	63 669
Total des ventes	27 786	25 871	7 362	2 650	63 669
Résultats sectoriels	1 087	8 820	3 050	-10 474	2 483

La France enregistre une croissance de son chiffre d'affaires de 12,9 % à 44,0 millions d'euros. Le parc magasins s'est enrichi de 17 unités dont 13 en franchises et 4 en succursales, pour atteindre 219 points de vente au 31 août 2009.

A l'international, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 21,4 millions d'euros et représente 32,7% du chiffre d'affaires consolidé du semestre. Il est en recul de 13,3%.

Au 31 août 2009, le réseau international comptait 206 magasins à l'enseigne

NOTE 8 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

	en milliers d'euros	
	31/08/2009	31/08/2008
Autre charges opérationnelles	(202)	(91)
Autres produits opérationnels	6	309
Résultat sur cessions d'immobilisations	(186)	(190)
TOTAL	(382)	28

Les Autres charges opérationnelles sont composées essentiellement d'indemnités versées dans le cadre de litiges commerciaux.

La cession des magasins français et internationaux a entraîné une perte de 186 milliers d'euros.

NOTE 9 – PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le coût de l'endettement est essentiellement constitué des intérêts sur emprunt court et moyen terme.

En milliers d'euros	31/08/2009	31/08/2008
Produits financiers	1 027	24
Gains de change	301	24
Autres produits financiers	726	
Charges financières	- 1 467	- 1 089
Pertes de change		
Variation de dérivés (1)	- 1 384	- 612
Autres charges financières	- 83	- 477
TOTAL	- 440	- 1 065

(1) Valorisation à la juste valeur des instruments de couverture de change conformément à la norme IAS 32

NOTE 10 – IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

Composants de la charge d'impôts	31/08/2009	31/08/2008
Impôt exigible	17	105
Dont impôt exigible de l'exercice	17	105
Dont impôt forfaitaire		
Impôts différés	-751	-177
dont immobilisations incorp et corporelles	0	-34
dont engagement envers le personnel	0	0
dont stock, créances, fournisseurs autres dettes	-133	92
dont différence temporaire	-618	36
dont provisions	0	
dont déficits fiscaux		-271
Total d'Impôt	-734	-72

La charge d'IS a été déterminée en tenant compte de la réalisation par Orchestra France de deux abandons de créance autorisés par le conseil d'administration du 30 octobre 2009 à hauteur des pertes des filiales OPI (876 K€) et Canada (141 K€).

Preuve d'impôt	31/08/2009
Résultat comptable consolidé	- 1 483
Impôts courant et différés comptabilisés (produit)	- 734
Résultat comptable avant impôt et mise en équivalence	- 2 354
Taux effectif d'impôt	31,18%
Taux d'impôt applicable en France	33,33%
Impôt théorique (produit)	- 785
Ecart constaté entre théorique et réel	51
IDA sur déficits ordinaires non comptabilisés	203
Différence de taux (Asie)	-47
Impact conversion	-39
Autres différences permanentes	-66
Ecart expliqué	51

Les impositions résultant des éléments suivants ont été comptabilisées au 31 août 2009 :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité,
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation,
- déficits fiscaux reportables et dont l'imputation sur des bénéfices futurs est probable.

Les impôts différés figurant au bilan au 31 août 2009 se détaillent comme suit :

	en milliers d'euros			
	28/02/2009	Augmentation	Diminution	31/08/2009
Marge sur stock	397	133		530
IDA sur différence temporaire	125	166	-	291
IDA sur report déficitaire	2 697			2 697
IDA sur frais d'établissement	-	-		-
IDA sur couverture change	73	534	73	534
IDA sur participation	-			-
IDA sur instruments financiers	-	167		167
IDA sur crédit bail	8	8		16
IDA sur engagement de retraite	12			12
TOTAL ACTIF D'IMPÔT DIFFERE	3 313	1 008	73	4 247
IDP sur provisions internes	300			300
IDP sur Plus Value d'actifs incorporels	1 590	-		1 590
IDP sur différence temporaire	0			0
IDP sur couverture change	45		45	-
IDP sur marque	3 140	-	-	3 140
IDA sur crédit bail	-	17		17
TOTAL PASSIF D'IMPÔT DIFFERE	5 075	17	45	5 047
POSITION NET D'IMPÔT DIFFERE	(1 762)	991	28	(800)

Au 31 août 2009, les impôts différés actifs s'élèvent à 4 247 milliers d'euros, dont 2 697 milliers d'euros au titre des déficits reportables. L'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser les pertes fiscales reportables repose sur des projections de résultats. S'il s'avérait que les résultats fiscaux futurs étaient sensiblement différents de ceux prévus pour justifier la comptabilisation des impôts différés actifs, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la baisse ou à la hausse le montant des actifs d'impôts différés.

NOTE 11 – EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL

Au 28 février 2009, le capital social de la société s'élevait à 23.150.160 euros soit 3.858.360 actions de 6 euros de valeur nominale chacune.

Suite à l'exercice de bons de souscription d'actions au cours du premier semestre 2009, le capital social a été porté à 23 150 214 euros.

Au 31 août 2009, le capital social de la société s'élève donc à 23.150.214 euros divisés en 3.858.369 actions de 6 euros de valeur nominale chacune.

NOTE 12 – RESULTATS PAR ACTION

Les résultats nets par action, de base et dilués, ont été déterminés comme suit :

	en milliers d'euros	
	31/08/2009	28/02/2009
Résultat net	- 1 483	3 357
Nombre moyen d'actions en circulation	3 858 369	3 858 360
Effet dilutif des options	0	0
Nombre d'actions dilués en circulation	3 858 369	3 858 360
Résultat net de base par action (en €)	-0,38	0,87
Résultat net dilué (en €)	-0,38	0,87

L'effet dilutif est calculé selon la «méthode du rachat d'actions», les fonds qui sont recueillis au moment de l'exercice des droits sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total d'actions résultant de l'exercice des droits. Seul le montant net d'actions ainsi créées vient s'ajouter au nombre moyen pondéré d'actions.

Cette méthode n'est appliquée que pour les options d'achat dites « dans la monnaie ».

NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre le Groupe et ses filiales ont été éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées ici. Les transactions entre le Groupe et les autres parties liées sont détaillées ci-après :

Echanges commerciaux

Les ventes de marchandises aux parties liées se sont faites aux prix normaux généralement pratiqués. Les achats de marchandises ont été réalisés au prix du marché. Aucune garantie n'a été accordée ou reçue avec les parties liées.

	Créances du Groupe sur les parties liées		Provisions sur Créances du Groupe		Dettes du Groupe sur les parties liées	
	31/08/2009	28/02/2009	31/08/2009	28/02/2009	31/08/2009	28/02/2009
Kazibao Ltd	579	24				
SAS Verchant	1 583					
SWF	1 213	489				
Gofinco	135	154				
Total	3 510	667	-	-	-	-

	Produits		Charges		Garanties	
	31/08/2009	31/08/2008	31/08/2009	31/08/2008	31/08/2009	31/08/2008
Kazibao Ltd	-	-	-	-	-	-
Financière Mestre	-	-	636	794	-	-
Total	0	0	636	794		

Les informations relatives à la rémunération des dirigeants sont présentées dans le rapport d'activité semestriel.

NOTE 14 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture significatif n'est à signaler depuis le 31 août 2009.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} mars au 31 août 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Orchestra-Kazibao, relatifs à la période du 1^{er} mars au 31 août 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration, dans un contexte de crise économique et financière décrit dans le rapport semestriel d'activité, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 28 février 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1 qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations relatives notamment à la première application d'IAS 1 révisé – Présentation des états financiers et d'IFR8 – Secteurs opérationnels.
- la note 1 de l'annexe des comptes semestriels consolidés condensés, qui expose le non respect des covenants bancaires depuis la dernière clôture annuelle et ses effets sur les comptes

semestriels consolidés condensés.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Montpellier et Neuilly-sur-Seine, le 13 novembre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Axiome Audit

Deloitte & Associés

Steve AMAT

Bénédicte SABADIE FAURE